



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECOPUR/SEVIA

8 impasse des petits marais
92230 Gennevilliers

Code AIOT : 0007408472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement ECOPUR/SEVIA implanté 8 IMPASSE DES PETITS MARAIS 92230 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 24/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOPUR/SEVIA
- 8 IMPASSE DES PETITS MARAIS 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0007408472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ECOPUR de Gennevilliers est une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux. Il comprend plusieurs activités distinctes : du stockage en vrac de déchets conditionnés (SARP Industries), d'huiles usagées (SEVIA) et de déchets hydrocarbonés (ECOPUR).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Étanchéité des réservoirs	Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 7.5.4	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
4	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 9.2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Autosurveillance piézométrique	Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 9.3.1	Demande d'action corrective	6 mois
8	Stockage transitoire des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 8.3.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
11	Réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 8.4.4.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 7.2.3	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 06/04/2012, article 7.5.3	Sans objet
2	Gestion des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II	Sans objet
5	Autosurveillance piézométrique	Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 4.5	Sans objet
7	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 8.3.2	Sans objet
9	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 8.3.4.2	Sans objet
10	Réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 8.4.4.4	Sans objet
12	Bordereaux de suivi de déchets (BSD)	Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 8.4.4.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé plusieurs non-conformités lors de cette visite, qui sont détaillés dans la suite du rapport. L'exploitant devra notamment matérialiser sur site une aire de stockage des déchets refusés, respecter les valeurs limite d'émissions (VLE) pour les eaux résiduaires, traiter les observations du dernier contrôle des installations électriques et compléter sa procédure de conduite à tenir en cas de refus de déchets.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées propose au Préfet des Hauts-de-Seine de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les actions nécessaires pour assurer le maintien des cuves de stockage des huiles en bon état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">– 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;– 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'IIC la note de calcul du volume des rétentions des cuves SEVIA et de la cuve Hydro ECOPUR. Les volumes des rétentions sont supérieurs à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">– 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;– 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. L'inspection n'a pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de pollution
Prescription contrôlée : [...] Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'IIC par mail du 26/05/2025 la procédure de gestion des pollutions accidentelles, destinée à l'ensemble du personnel susceptible d'intervenir, dans laquelle est détaillé le plan d'action en cas de pollution : évaluation de la nature et de l'ampleur de la pollution, intervention sur la pollution, information de la hiérarchie, évacuation des déchets selon la filière adaptée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Étanchéité des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Étanchéité des réservoirs
Prescription contrôlée : L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. [...]
Constats : Lors de la dernière visite sur site en 2023, l'exploitant avait transmis à l'IIC le rapport d'inspection des cuves daté du 29/11/2021 et réalisé par Bureau Veritas. Il conclut que : "l'absence de documentation sur l'équipement, et notamment le défaut d'information sur les épaisseurs nominales et minimales acceptables des matériaux, ne permet pas de statuer sur la conformité des mesures. En revanche les mesures réalisées laissent apparaître sur la cuve n°8, au niveau des génératrices 3 à 5 sur la 3 ^e virole, des épaisseurs en dessous de la moyenne relevées sur une virole équivalente". Des mesures complémentaires ont également été réalisées par Bureau Veritas sur des zones corrodées, sur les cuves 2, 4 et 6. Le jour de l'inspection du 27/05/2025, l'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place jusqu'alors de plan d'action suite à la conclusion du rapport. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a expliqué à l'IIC que des investigations seraient menées sur les cuves, avec notamment un contrôle visuel pour repérer les zones corrodées et apporter des actions correctives avant de procéder à de nouvelles mesures d'épaisseurs des cuves si nécessaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en place les actions correctives nécessaires afin d'assurer le bon état des réservoirs et ainsi de limiter le risque de fuite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Autosurveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets
Prescription contrôlée : [...] Une fois par trimestre, un échantillon sera prélevé sur le point de rejet en Seine des eaux pluviales de voirie du site industriel et les paramètres de l'article 4.3.9.1 et 4.3.7 seront analysés. Les résultats accompagnés de commentaires éventuels et des valeurs à ne pas dépasser (permettant une comparaison aisée du respect des valeurs fixées) seront transmis au Préfet, au plus tard, dans les deux mois qui suivent le trimestre concerné, Tout dépassement sera explicité et les mesures prises pour éviter qu'il ne se reproduise seront indiquées.
Constats : L'exploitant a transmis à l'IIC les trois derniers rapports trimestriels d'analyses des eaux résiduaires réalisées par le laboratoire AUREA, accrédité COFRAC. Les deux derniers rapports, datés du 05/12/2024 et du 23/04/2025, relèvent des dépassements par rapport aux valeurs limites d'émission (VLE) de la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biologique en oxygène sur 5 jours (DBO5). Le rapport du 23/04/2025 fait aussi mention d'un dépassement de la VLE en hydrocarbures totaux. Toutefois, il est à noter que les résultats du rapport du 23/04/2025 sont à mettre en perspective avec les taux d'incertitudes notables qui y sont associés (20 % à 40 %). L'exploitant pourra se rapprocher du laboratoire AUREA avant la prochaine campagne de mesures, afin de comprendre la raison de ces incertitudes importantes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra se remettre en conformité par rapport à l'article 9.2.2.1 de son arrêté préfectoral du 09/11/2010, en respectant les VLE de tous les paramètres contrôlés lors de la prochaine analyse des eaux résiduaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Autosurveillance piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance piézométrique
Prescription contrôlée : Un suivi piézométrique semestriel de la qualité de l'eau de la nappe phréatique qui portera sur un minimum de 3 piézomètres et sur les paramètres suivants : niveau piézométrique, paramètres physico-chimiques simples (pH, conductivité, température), absence ou présence de flottant et de plongeant, hydrocarbures totaux, BTEX, hydrocarbures aromatiques volatils (HAV), hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), hydrocarbures chlorés organiques volatils, Organo-Halogénés Volatils (OHV), huiles minérales (C10-C40) et métaux (cuivre, nickel, chrome total, chrome hexavalent, cadmium, plomb, mercure, zinc et aluminium). [...]
Constats : L'IIC a constaté qu'un suivi piézométrique du site est bien effectué, l'exploitant a transmis par mail du 26/05/2025 les deux derniers rapports de prélèvements et d'analyses des eaux souterraines du bureau d'études SARP IDF, datés du 16/02/2024 et du 30/10/2024, sur 3 piézomètres : PZ1, PZ2 et PZ3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Autosurveillance piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 9.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Actions correctives
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2 [...]. En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.
Constats : Le rapport de prélèvements et d'analyses des eaux souterraines daté du 16/02/2024 relève des concentrations supérieures aux valeurs guides de qualité des eaux souterraines pour les composés suivants : <ul style="list-style-type: none">• Le nickel sur le piézomètre PZ1 et PZ3 ;• Le chlorure de vinyle sur le piézomètre PZ3. Le rapport du 30/10/2024 relève des concentrations supérieures aux valeurs guides de qualité des eaux souterraines pour les composés suivants : <ul style="list-style-type: none">• L'aluminium sur le piézomètre PZ1 ;• Le plomb sur le piézomètre PZ1 ;• Le nickel sur le piézomètre PZ1 et PZ3 ;• Le chlorure de vinyle sur le piézomètre PZ3 ;• Le 1,2-dichloroéthane sur le piézomètre PZ2 et PZ3 ;• La somme trichloroéthylène et tétrachloroéthylène sur le piézomètre PZ2. Le rapport du 30/10/2024 conclut « qu'une pollution de la nappe au niveau du site a eu lieu, par l'infiltration d'aluminium, plomb, nickel et de chlorure de vinyle dans le sol ». Pour les pollutions du PZ2 en 1,2-dichloroéthane, en trichloroéthylène et tétrachloroéthylène, le bureau d'étude conclut qu'elles ne viennent pas de l'établissement lui-même car le PZ2 est situé en amont du site. Cette Lors de la visite sur site, l'exploitant a indiqué que les polluants retrouvés au niveau des 3 piézomètres ne correspondent pas à l'activité actuelle du site, et a évoqué une pollution a priori antérieure, compte tenu de l'historique du terrain qui accueillait une autre activité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier auprès de l'IIC que la pollution relevée au niveau des piézomètres PZ1 et PZ3 par le bureau d'études SARP IDF ne provient pas de l'activité actuelle du site et qu'il ne s'agit pas d'une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement sur ce site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 8.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aires de stockage
Prescription contrôlée : Le stockage des déchets et les manipulations doivent s'effectuer dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations, des odeurs, de la lixiviation par les eaux,...). Aucun déchet ne sera stocké à l'air libre en dehors des zones couvertes. [...]
Constats : L'IIC a constaté qu'aucun déchet n'est stocké à l'air libre en dehors des zones couvertes. Au moment de la visite, certains récipients de stockage n'étaient pas couverts afin de permettre leur remplissage car le site était en activité, mais ils sont équipés de bâches rétractables permettant de recouvrir les déchets en fin de déchargement. L'IIC avait noté lors de l'inspection de 2021 que les DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) étaient stockés à l'air libre. Lors de la visite du 27/05/2025, l'IIC a constaté que les récipients dans lesquels sont stockés les DEEE sont recouverts.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage transitoire des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 8.3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aires de stockage transitoire
Prescription contrôlée : Une aire de stockage transitoire, sur sol étanche et rétention, sera prévue pour stocker les éventuels déchets non autorisés sur le site dans l'attente du retour vers le producteur ou d'une évacuation vers un centre de traitement adapté. Seuls les déchets découverts fortuitement lors des apports pourront y être stockés.
Constats : L'exploitant a expliqué qu'il n'y a pas d'aire de stockage transitoire matérialisée sur site destinée à stocker les éventuels refus dans l'attente d'un retour vers le producteur ou d'une évacuation vers un centre de traitement adapté. L'exploitant a indiqué que les refus sont très rares et a évoqué le cas exceptionnel de l'arrivée de déchets radioactifs sur site en 2020. À l'époque ces déchets, une fois caractérisés, avaient été isolés des autres sur rétention, avant d'être évacués par l'ANDRA. Depuis, un portique de détection de radioactivité a été mis en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'IIC demande à l'exploitant de matérialiser sur le site une zone dédiée spécifiquement aux déchets refusés avant leur évacuation du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 8.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation des déchets
Prescription contrôlée : Pour chaque déchet un dossier sera établi comprenant un identifiant administratif, le document de description du déchet (fiche d'identification du déchet, fiche d'analyse, fiche de données de sécurité,...) et un échantillon du déchet si nécessaire. La fiche d'identification du déchet devra être remplie et visée par le producteur. Elle comprendra notamment l'origine et la nature du déchet, son mode de conditionnement, ses principales caractéristiques et les risques qu'il présente, une codification de ce déchet conforme à la nomenclature nationale sera par ailleurs indiquée.
Constats : L'exploitant a expliqué que le déchet est déjà caractérisé lorsqu'il arrive sur site : la fiche d'identification du déchet est remplie au préalable par le producteur. L'exploitant a présenté à l'IIC un exemple de fiche d'identification de déchet. Celle-ci comprend bien l'origine et la nature du déchet, son mode de conditionnement, ses principales caractéristiques, les risques qu'il présente, le code européen de déchet. L'IIC n'a pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réception des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 8.4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de prise en charge
Prescription contrôlée : Pour chaque arrivage de déchet, un registre sera renseigné mentionnant : <ul style="list-style-type: none">- la date et l'heure d'entrée du camion ;- l'immatriculation du camion ;- la nature du déchet déclarée par le producteur et le transporteur suivie du numéro de la nomenclature déchets (conformément à l'annexe II de l'article R541-8 du code de l'environnement) ;- l'identité du producteur ;- la quantité reçue et le mode de conditionnement ;- la provenance ;- l'identité du transporteur ;- le numéro du certificat d'acceptation préalable le cas échéant ;- le résultat des tests et analyses effectués ;- des observations s'il y a lieu. Un bordereau de réception sera systématiquement émis.
Constats : L'exploitant a présenté à l'IIC le logiciel de réception des déchets Trackdéchets, dans lequel sont renseignés les éléments suivants pour chaque arrivage de déchet : nature du déchet déclarée par le producteur et le transporteur, numéro de la nomenclature déchets, identité du producteur, quantité reçue et mode de conditionnement, provenance, identité du transporteur, numéro du certificat d'acceptation préalable le cas échéant. L'exploitant a ajouté que les tests et analyses sont effectués en amont de leur arrivée sur site. L'exploitant a également présenté un exemple de bordereau d'intervention émis lors des réceptions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Réception des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 8.4.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Non prise en charge de déchets
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne pourront pas être pris en charge sur le site seront soit retournés au producteur, soit éliminés dans des installations dûment autorisées. Une fiche d'anomalie sera établie à chaque fois que des déchets seront refusés. Cette fiche mentionnera l'origine du déchet, le nom du producteur et du transporteur, le motif du refus de la prise en charge sur le site et sa destination. L'inspection des installations classées sera prévenue sans délai. Une procédure écrite concernant la conduite à tenir en cas de réception de tels déchets sera établie et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a expliqué qu'il arrive que des déchets soient non-conformes par rapport à leur fiche d'identification lorsqu'ils arrivent sur site, mais qu'il est très rare que des déchets soient refusés. Le seul cas qui a été évoqué est celui du produit radioactif (bouteille de nitrate d'uranyle) cité précédemment au point de contrôle n°7. L'exploitant a indiqué à l'IIC qu'à l'époque, l'inspection avait été prévenue et qu'une fiche d'anomalie avait été établie. Par mail du 06/06/2025, l'exploitant a transmis la fiche d'anomalie correspondante qui mentionne le nom du producteur, le motif de refus et le nom de la société chargée du reconditionnement, transport et traitement. L'exploitant a également transmis à l'IIC la procédure de gestion de lots "non régénérables" pollués par les PCB (polychlorobiphényles), pour la partie vrac liquide (huiles usagées) gérée par SEVIA. La procédure détaille la démarche à suivre lors de la détection d'un lot non régénérable : remplissage d'une fiche de suivi, déclaration à la préfecture, identification de l'origine de la pollution, enquête et élimination du lot. L'IIC remarque néanmoins qu'il n'existe pas de procédure écrite concernant la conduite à tenir en cas de refus de déchets en vrac conditionnés et hydrocarburés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra compléter sa procédure écrite concernant la conduite à tenir lorsque des déchets sont refusés sur site, quel que soit le type de déchet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Bordereaux de suivi de déchets (BSD)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 8.4.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Bordereaux de suivi de déchets (BSD)
Prescription contrôlée : Après acceptation ou refus des déchets, l'exploitant sera tenu de renseigner exhaustivement le cadre de l'éventuel BSD (en particulier pour les déchets dangereux) relevant de sa responsabilité et le retournera au producteur,
Constats : L'exploitant a présenté sur la plateforme Trackdéchets les bordereaux de suivi de déchets (BSD) relatifs aux déchets réceptionnés sur site. L'IIC a constaté par sondage que les BSD étaient correctement renseignés, en particulier pour les déchets dangereux. L'IIC n'a pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2010, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 26/05/2025 les deux derniers rapports de vérification périodique des installations électriques effectuées par SOCOTEC. Le rapport du 29/09/2023 relève 12 observations, dont 3 déjà signalées et celui du 30/10/2024, dernier en date, relève 7 observations donc 6 déjà signalées en 2023. L'exploitant a indiqué qu'il utilise un système de suivi, dans lequel les contrôles réglementaires sont renseignés ainsi que les actions correctives réalisées suite aux observations formulées par l'organisme de contrôle. L'exploitant a également expliqué à l'IIC que certaines des observations ont été traitées depuis le dernier contrôle et qu'il attend qu'elles soient levées dans le prochain rapport. L'exploitant a par ailleurs justifié la récurrence de l'observation "Absence d'identification. Schéma électrique à mettre ou à remettre en place" par une demande de l'assureur de garder les schémas électriques en dehors des armoires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra s'assurer de traiter toutes les observations restantes avant le prochain contrôle, notamment le remplacement du dispositif à courant différentiel résiduel défectueux au niveau du coffret S12.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois